

<https://www.pressegauche.org/IL-N-Y-AURA-PAS-UNE-PRISON-MIGRANTE-DE-PLUS-A-LAVAL-D-ISENT-A-L-UNISSONS-DES>



**« Il n'y aura pas une prison
migrante de plus à Laval »,
disent à l'unisson des groupes
communautaires opposés à la
construction de la prison
migrante de Laval**

Date de mise en ligne : vendredi 19 juillet 2019

- Communiqués - Événements -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

LAVAL, le 15 juillet 2019 - « Nous sommes ici pour dire à Ottawa qu'il n'y aura pas de nouvelle prison ! », a lancé d'emblée Amy Darwish, porte-parole de Solidarité sans frontières. À ses côtés, sur la site de la construction de la nouvelle prison migrante, des représentant·e·s de réseaux migrants, féministes, juristes et environnementaux. La conférence de presse a été organisée en réponse à l'annonce par le gouvernement fédéral du choix de l'entrepreneur général qui sera responsable du projet, soit Construction Tisseur Inc, une petite entreprise basée à Val-David. Il est donc attendu que la construction de la nouvelle prison débute prochainement.

Les organisations communautaires représentées lors de la conférence de presse insistent sur le fait que les compagnies prenant part à ce projet profitent de l'emprisonnement des migrants et de la séparation des familles. « Nous voulons envoyer un message à Yannick Tisseur, président de Tisseur Inc. : ceci n'est pas un projet comme les autres. En acceptant ce contrat, vous choisissez un camp et c'est celui qui vise à priver à des personnes de leur liberté et sécurité. Vous vous positionnez du côté d'un système mondial d'apartheid qui se base sur la richesse et les privilèges », a ajouté Mme Darwish.

« Le gouvernement parle de centre de détention, mais c'est ni plus ni moins qu'une prison qui sépare des familles et les force à vivre dans la peur et la précarité. Le Canada sait très bien que les personnes viennent ici parce qu'elles n'ont pas d'autre choix. Plusieurs femmes migrantes fuient à cause de la pauvreté et de la violence genrée dont elles, et leurs enfants, sont les premières victimes », a affirmé Marlihan Lopez de la Fédération des femmes du Québec.

Le porte-parole des Mexicain·es uni·es pour la régularisation, Carmelo Monge, a connu la détention dans l'actuelle prison migrante de Laval. « Pour plusieurs d'entre nous, on vit ça comme une injustice parce que nous sommes utilisés comme main-d'oeuvre bon marché pour travailler dans les champs, dans les usines ou comme aide familiaux mais après, on nous met dans des cages en nous disant que nous ne sommes pas les bienvenus », a fait remarquer M. Monge.

Tout comme les firmes d'architecture impliquées dans le projet, soit Lemay et Groupe A, Construction Tisseur se présente comme écoresponsable. Le Canada a annoncé que cette prison respecterait des normes environnementales (certification LEED) et qu'elle serait écoresponsable. Pour Justice Climatique Montréal, il s'agit surtout d'une stratégie de marketing politique. « Le gouvernement cherche à vendre ce projet à la population en employant différentes techniques de marketing. Il utilise des mots à la mode comme "environnementalement durable" pour donner l'impression que ce projet n'a pas d'impact sur l'environnement et participe aux efforts pour protéger notre planète. Or, selon nous, il n'y a absolument rien positif pour l'environnement à détenir des personnes pendant plusieurs mois simplement parce qu'elles n'ont pas pu amener avec eux les bons papiers en fuyant leur pays », a expliqué Morgan McGinn de l'organisation environnementale basée à Montréal. « Nous savons très bien que le Canada est responsable de la détérioration des conditions environnementales qui forcent aujourd'hui plusieurs millions de personnes migrantes à fuir leur pays, à commencer par les activités des compagnies minières canadiennes dans plusieurs pays du Sud », a-t-elle précisé.

« Vous savez, la détention des personnes immigrantes n'est pas nouvelle en soi. Ça fait parti d'une très longue histoire de pratiques et de politiques coloniales et racistes que le Canada a eues par le passé. Aux États-Unis, on parle ouvertement de camps de concentration pour qualifier ce qu'ils font. Bien que la pratique actuelle soit différent dans le contexte canadien, nous pensons qu'il est de notre responsabilité collective de souligner le fait que le Canada aussi emprisonne les personnes migrantes, incluant les enfants et séparent des familles », a indiqué la

migrante de plus à Laval », disent à l'unisson des groupes communautaires opposés à la construction d

représentante de l'Association des juristes progressistes, May Chiu.

Depuis le début de l'annonce de la construction d'une nouvelle prison migrante à Laval, plusieurs membres de la communauté et plus de 70 groupes communautaires se sont officiellement opposés à la décision du gouvernement fédéral d'allouer plusieurs centaines de millions de dollars à la construction de deux nouvelles prisons migrantes, l'une à Surrey et l'autre à Laval.

Source : Solidarité sans frontières